

**Mandats du Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et du Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association**

Réf. : AL TUN 6/2022  
(Veuillez utiliser cette référence pour répondre)

22 août 2022

Excellence,

Nous avons l'honneur de nous adresser à vous en nos qualités de Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats et Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association, conformément aux résolutions 44/8 et 50/17 du Conseil des droits de l'homme.

Dans ce contexte, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur des informations que nous avons reçues concernant des actes de harcèlement et des menaces subies par le Président de l'Association des Magistrats Tunisiens (AMT) et juge de troisième grade à la cour d'appel de Monastir, qui a intégré la magistrature depuis 1997, M. Anas Hmedi, de la part de l'inspection générale du ministère de la justice.

Le 9 juin 2022, le Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats avait exprimé ses inquiétudes dans une communication adressée au Gouvernement de votre Excellence (réf. AL TUN 5/2022), concernant la dissolution du Conseil supérieur de la magistrature, par décret-loi présidentiel 2022-11, ainsi que la révocation de 57 magistrats par décret présidentiel 2022-516, à la suite de la modification du décret-loi 2022-11 par le décret-loi 2022-35. Il a également publié un communiqué de presse faisant part de ses préoccupations le 15 juillet 2022.

Selon les informations reçues :

Le 13 juin 2022, un avocat proche du Président de la République (appartenant au « mouvement du 25 juillet ») aurait porté, sur ses réseaux sociaux, des accusations contre le président de l'AMT suite à son activité syndicale au sein de l'association. Juste après cette publication, un certain nombre de compte de réseaux sociaux de l'entourage du Président de la République (prétendument diffamant et harcelant depuis des mois des magistrats, dont notamment le président de l'AMT) auraient annoncé l'ouverture d'une enquête auprès de l'inspection générale du ministère de la justice et que à la suite de cette enquête, le Président de la République révoquerait le soir-même M. Anas Hmedi de sa fonction de juge. Ainsi, le président de l'AMT aurait su qu'il faisait l'objet de poursuites disciplinaires à travers des postes Facebook, ce qui aurait été confirmé par la convocation qui lui a été adressée trois jours après, le 16 juin 2022.

*Première convocation par l'inspection générale*

M. Hmedi aurait reçu une convocation le 16 juin 2022 à 17h15 pour se présenter à l'inspection générale du ministère de la justice le 17 juin 2022 à 11h00 concernant le dossier n° 13740 sans indiquer le motif de cette convocation ni les charges portées contre lui.

M. Hmedi se serait présenté à l'inspection générale accompagné par son avocat et il se serait avéré qu'il s'agissait d'un interrogatoire sur ses activités syndicales et sa représentativité en tant que président de l'association des magistrats. Cet interrogatoire ferait suite à un rapport rédigé, sur demande du chef de cabinet du ministre de la Justice, par le Président et le Procureur de la République du Tribunal de première instance de Monastir, la région où le M. Hmedi travaille en tant que juge de troisième grade.

M. Hmedi aurait demandé une copie du dossier et le report de l'interrogatoire à une date ultérieure afin de répondre par écrit après examen du dossier, mais l'inspection générale aurait refusé sa demande.

Le 26 juin 2022, les mêmes comptes sur les réseaux sociaux de l'entourage du Président de la République auraient annoncé la révocation de 42 magistrats « dans les jours qui viennent ». M. Hmedi figurerait à la troisième position sur la liste, tandis que la présidente d'honneur de l'AMT serait en deuxième position.

#### *Deuxième convocation par l'inspection générale*

M. Hmedi aurait reçu une convocation le 27 juin 2022 à 17h15 pour se présenter à l'inspection générale le 28 juin 2022 à 12h00 concernant le dossier n° 13812. Bien qu'il se serait présenté à l'inspection générale à 12h00 accompagné par la vice-présidente de l'AMT, ils auraient alors quitté l'inspection générale, n'ayant toujours pas été reçus à 12h35.

#### *Troisième convocation par l'inspection générale*

M. Hmedi aurait reçu une troisième convocation le 6 juillet 2022 pour se présenter à l'inspection générale le 7 juillet 2022 à 11h00 concernant les dossiers n° 13740 et n° 13812. M. Hmedi n'aurait pas répondu à cette convocation mais il aurait envoyé deux avocats pour demander le report de l'interrogatoire au 12 juillet 2022.

Le 12 juillet 2022, M. Hmedi se serait présenté à l'inspection générale accompagné par ses deux avocats. Il se serait alors avéré que les deux dossiers en question concernent les mêmes faits relatifs à ses activités syndicales et sa représentativité en tant que président de l'association des magistrats. Par ailleurs, le deuxième dossier aurait été ouvert suite à une plainte déposée par un autre avocat sur demande du ministère de la Justice sans que Mr. Hmedi soit présent le 13 juin 2022.

L'objet de ces dossiers concerneraient les activités de M. Hmedi le 13 juin 2022. A cette date, il aurait été présent au tribunal de première instance de Monastir pour y rencontrer les magistrats, afin de les encourager à poursuivre leurs actions militantes, y compris la décision prise par le conseil national de l'AMT d'entrer en grève générale à partir du 6 juin 2022 en contestation des décisions du Président de la République.

Le président de l'AMT et ses avocats auraient réitéré leur demande de recevoir une copie des deux dossiers et le report de l'interrogatoire à une date ultérieure afin de pouvoir soumettre des réponses par écrit après examen des pièces des

deux dossiers, conformément à la loi et aux exigences minimales du droit de la défense. Mais, l'inspection aurait enfreint la loi, et aurait refusé pour la deuxième fois d'accéder à cette demande, en violation du droit de la défense. C'est la raison pour laquelle que le président de l'AMT, après consultation auprès de ses avocats, aurait alors refusé de répondre aux questions posées lors de l'interrogatoire.

#### *Quatrième convocation par l'inspection générale*

Le 21 juillet 2022, M. Hmedi aurait reçu une nouvelle convocation de l'inspection générale, qui serait arrivée en dehors des horaires d'ouverture du tribunal, pour un nouveau dossier n° 13906, pour se présenter le lendemain matin 22 juillet 2022 à 10h00 (aux mêmes date et heure que la conférence de presse annoncée depuis trois jours par l'AMT et destinée au comité de défense des magistrats révoqués). Ladite convocation lui aurait été envoyée au tribunal où il exerce ses fonctions alors qu'il était en vacances judiciaires depuis le 16 juillet 2022.

N'ayant pas été présent pour recevoir la convocation, M. Hmedi ne se serait ainsi pas présenté à l'inspection générale et ne saurait à ce jour pas pourquoi il avait été convoqué et sur quel sujet l'inspection générale souhaitait l'interroger, étant donné qu'il n'est pas fait mention des accusations portées contre lui.

#### *Notification du Conseil supérieur de la magistrature*

Le matin du 16 août 2022, M. Hmedi aurait été notifié par le Conseil supérieur de la magistrature provisoire (CSMP) qu'il serait tenu de se présenter au CSMP dans la semaine en raison d'une demande de levée d'immunité à son encontre de la part du procureur du tribunal de première instance de Monastir.

Le 17 août 2022, M. Hmedi aurait été informé, par une convocation du CSMP, de l'intention du procureur de l'inculper des chefs d'accusation d'ingérence et d'entrave à l'administration de la justice (articles 126 et 136 du Code pénal). Selon le dossier de l'affaire, auquel M. Hmedi a pu avoir accès, les accusations portent sur son incitation présumée à la grève d'autres juges travaillant devant la Cour de Monastir.

Selon les faits portés à notre connaissance, le CSMP tiendra une audience disciplinaire dans l'affaire le 6 septembre 2022, et, lors de cette audience, ils décideront de lever ou non l'immunité dont M. Hmedi bénéficie actuellement.

#### *Autres faits*

- Le 26 juin 2022, la page d'information Hasdrubal aurait de nouveau publié une liste de 42 magistrats qui devraient être prochainement révoqués, parmi lesquels figurent les noms du président d'honneur de l'AMT, du président actuel de l'association, de la présidente du syndicat des magistrats administratifs et d'autres magistrats.
- Les journées de grève, qui ont duré près d'un mois, ont été déduites des salaires des juges pour les salaires de juillet, réduisant gravement leurs

revenus, ce qui pourrait constituer des représailles ou des pressions indues sur les juges en grève.

Comme énoncé précédemment, nous sommes préoccupés par les informations reçues concernant l'ingérence du pouvoir exécutif dans le travail du pouvoir judiciaire par le biais des convocations répétées du président du l'AMT à se présenter à l'inspection générale qui pourraient constituer des actes de harcèlement.

Nous sommes de même très préoccupés par l'information reçue concernant les mesures que pourraient être considérées comme des représailles contre M. Hmedi en raison de ses activités en réponse à la révocation de 57 magistrats. Nous sommes aussi inquiets de voir les conséquences négatives que subissent les juges qui ont pris la décision de se mettre en grève.

Nous réitérons les inquiétudes exprimées concernant le licenciement de 57 juges en juin 2022, particulièrement au vu des nouvelles informations concernant de possibles nouveaux licenciements de 42 juges, y compris du président de l'AMT.

Nous nous permettons de vous rappeler que le droit à un procès équitable est un élément clé de la protection des droits humains et sert de moyen procédural pour sauvegarder l'Etat de droit. Un tribunal compétent est l'une des garanties d'un procès équitable, et ces garanties ne peuvent jamais faire l'objet de mesures dérogatoires qui contourneraient la protection des droits non dérogeables.

Les juges, qu'ils soient nommés ou élus, sont inamovibles jusqu'à l'âge obligatoire de la retraite ou jusqu'à l'expiration de leur mandat, s'il en existe un. Les juges sont libres de former et d'adhérer à des associations de juges ou à d'autres organisations pour représenter leurs intérêts. Les membres du pouvoir judiciaire, comme tous les autres citoyens, peuvent exercer librement leurs droits à la liberté d'expression et d'association.

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous vous prions de bien vouloir vous référer à l'annexe ci-jointe qui énonce **les textes relatifs aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'Homme**.

Comme il est de notre responsabilité, en vertu des mandats qui nous ont été confiés par le Conseil des droits de l'homme, de solliciter votre coopération pour tirer au clair les cas qui ont été portés à notre attention, nous serions reconnaissants(es) au Gouvernement de votre Excellence de ses observations sur les points suivants :

1. Veuillez nous fournir toute information ou tout commentaire complémentaire en relation avec les allégations susmentionnées.
2. Veuillez indiquer les mesures prises pour assurer l'indépendance du pouvoir judiciaire en Tunisie, et plus particulièrement face au pouvoir exécutif.
3. Veuillez partager les mesures prises pour garantir que les juges en Tunisie soient libres de former et d'adhérer à des associations de juges ou à d'autres organisations pour représenter leurs intérêts, promouvoir leur formation professionnelle et protéger leur indépendance judiciaire.

4. Veuillez partager les mesures prises pour garantir que la durée du mandat des juges, leur indépendance, leur sécurité, une rémunération adéquate, les conditions de service, les pensions et l'âge de la retraite soient adéquatement garantis par la loi.

Nous serions reconnaissants(es) de recevoir une réponse de votre part à ces questions dans un délai de 60 jours. Passé ce délai, cette communication, ainsi que toute réponse reçue du gouvernement de votre Excellence, seront rendues publiques sur le [site internet](#) rapportant les communications. Elles seront également disponibles par la suite dans le rapport habituel présenté au Conseil des Droits de l'Homme.

Dans l'attente d'une réponse de votre part, nous prions le Gouvernement de votre Excellence de prendre toutes les mesures nécessaires pour assurer la protection des droits et des libertés des individus mentionnés, de diligenter des enquêtes sur les violations qui auraient été perpétrées et de traduire les responsables en justice. Nous prions aussi votre Gouvernement d'adopter, le cas échéant, toutes les mesures nécessaires pour prévenir la répétition des faits mentionnés.

Nous pourrions exprimer publiquement nos préoccupations dans un proche avenir car nous considérons que l'information reçue est suffisamment fiable pour signaler une question justifiant une attention immédiate. Nous estimons également que l'opinion publique se doit d'être informée des répercussions potentiellement occasionnées par les faits allégués. Le communiqué de presse indiquera que nous avons pris contact avec le Gouvernement de votre Excellence afin de clarifier le sujet en question.

Veuillez agréer, Excellence, l'assurance de notre haute considération.

Diego García-Sayán

Rapporteur spécial sur l'indépendance des juges et des avocats

Clement Nyaletsossi Voule

Rapporteur spécial sur le droit de réunion pacifique et la liberté d'association

## **Annexe**

### **Références aux instruments juridiques et autres standards établis en matière de droits de l'homme**

En relation avec les faits allégués ci-dessus, nous souhaiterions attirer l'attention du Gouvernement de votre Excellence sur l'article 14 du Pacte international relatif aux droits civils et politiques (PIDCP), ratifié par la Tunisie le 18 mars 1969, qui garantisse le droit à un procès équitable et l'indépendance de la justice.

L'article 14, paragraphe 1, du PIDCP consacre les exigences d'indépendance et d'impartialité du pouvoir judiciaire. Comme l'a affirmé le Comité des droits de l'homme, il s'agit de droits absolus qui ne se prêtent à aucune restriction (Observation générale n° 32, par. 19). Comme l'a également souligné le Comité des droits de l'homme, elles protègent "l'indépendance effective du pouvoir judiciaire de l'ingérence politique des pouvoirs exécutif et législatif. Les États doivent adopter des mesures concrètes qui garantissent l'indépendance du pouvoir judiciaire", (voir *ibid.*).

Dans son rapport de 2009 au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le mandat du Rapporteur spécial stipule que « Le principe de la séparation des pouvoirs, ainsi que l'état de droit, sont la clé d'une administration de la justice avec une garantie d'indépendance, d'impartialité et de transparence » (A/HRC/11/41, par. 18). Dans son rapport de 2016 au Conseil des droits de l'homme des Nations Unies, le mandat du Rapporteur spécial rappelle que « [l]es États doivent respecter et protéger l'indépendance des juges, [...] à différents niveaux et de diverses manières, en observant les mécanismes appropriés de sélection, la nomination, la promotion, la mutation et la discipline des magistrats [...], conformément aux normes et standards internationaux pertinents. Ils devraient également mettre en place des mécanismes pour protéger les juges [...] contre toute pression, ingérence [et] intimidation [...] » (A/HRC/32/34, par. 40).

De même, les Principes de base relatifs à l'indépendance du pouvoir judiciaire, adoptés par les Nations Unies en 1990, établissent que toutes les institutions gouvernementales et autres doivent respecter et se conformer à l'indépendance du pouvoir judiciaire (principe 1) et que les juges régleront les affaires de manière impartiale, sur la base des faits et conformément à la loi, "sans aucune restriction et sans influence, incitation, pression, menace ou ingérence indue, directe ou indirecte, de quelque secteur que ce soit ou pour quelque raison que ce soit" (principe 2).

Les principes de base établissent également qu'"[a]ucune ingérence indue ou injustifiée ne sera faite dans le processus judiciaire" (principe 3), et que toute personne a le droit d'être jugée par les tribunaux ordinaires de justice conformément aux procédures légalement établies. (principe 3) 5). Le principe de l'indépendance du pouvoir judiciaire "autorise et oblige le pouvoir judiciaire à garantir que la procédure judiciaire se déroule conformément à la loi, ainsi que dans le respect des droits des parties" (principe 6).

Dans son rapport à l'Assemblée générale en 2020, le Rapporteur spécial a souligné que les normes internationales établissent que les magistrats jouissent d'un certain degré d'immunité en matière civile ou pénale. L'immunité judiciaire découle du principe d'indépendance judiciaire et vise à protéger les juges contre toute forme

d'intimidation, d'obstruction, de harcèlement ou d'ingérence induite dans l'exercice de leur fonction professionnelle. S'ils ne bénéficiaient pas d'un certain degré d'immunité, des actions civiles ou pénales pourraient être utilisées comme une forme de coercition ou de représailles pour saper la prise de décision impartiale et indépendante, détournant les ressources et le temps des tribunaux qui pourraient être utilisés dans l'exécution de leurs fonctions habituelles. Le Rapporteur spécial a souligné que l'immunité judiciaire n'est pas générale, mais limitée aux décisions prises par les juges ou aux actes accomplis de bonne foi dans l'exercice des fonctions judiciaires (immunité fonctionnelle) (A/75/172, par. 43-Quatre. Cinq).

Dans le même rapport, le Rapporteur spécial a documenté le schéma des différents types de sanctions « déguisées » imposées aux magistrats dans le but de harceler, de punir ou d'entraver d'une autre manière l'exercice légitime de leur activité professionnelle. Les sanctions secrètes prennent de nombreuses formes, allant de formes « légères » de harcèlement (par exemple, un déménagement dans un bureau plus petit) à des pressions ou des menaces fortes et continues. Des sanctions secrètes peuvent être imposées par les autorités judiciaires ou par d'autres institutions de l'État et viser un juge en particulier, une catégorie de juges (par exemple, les juges de la Cour suprême) ou l'ensemble du système judiciaire. Les magistrats qui traitent des affaires entraînant des conséquences politiques ou sociales importantes (par exemple, sur la lutte contre la corruption, le crime organisé, les violations des droits de l'homme commises par des agents de l'État) sont particulièrement exposés à ce type de sanction.

Contrairement aux sanctions qui sont appliquées à l'issue d'une procédure formelle, les sanctions déguisées ne sont pas prononcées dans les cas prévus par la loi ou selon une procédure réglementée. Son but est d'amener le magistrat à ne pas examiner une affaire, à la résoudre d'une certaine manière ou à punir le juge pour une décision rendue dans l'exercice de ses fonctions judiciaires. Les juges impliqués dans des affaires politiquement sensibles sont particulièrement exposés à de telles sanctions.

Le rapport souligne que de nombreux juges ont été victimes de "harcèlement judiciaire" - l'utilisation malveillante et souvent simultanée de procédures disciplinaires, de procédures civiles et/ou de poursuites, comme tactique pour imposer des représailles ou contraindre à forcer un juge à rejeter l'examen d'un dossier. Cas particulier, le transférer à une autre cour ou à un autre tribunal ou le forcer à démissionner. Le harcèlement judiciaire a parfois été utilisé pour punir un magistrat pour une peine prononcée dans l'exercice de ses fonctions, ou pour avoir exprimé des opinions critiques à l'égard des autorités judiciaires ou de la réforme de la justice. Dans certains cas, des poursuites judiciaires contre des juges restent pendantes pendant des années afin d'exercer une pression permanente sur des magistrats indépendants qui ne souhaitent pas suivre les directives du gouvernement ou de leurs supérieurs dans le système judiciaire. (A/75/172, par. 58 à 60).